

MOUGUERRE : PPVE - Instruction du permis d'aménager N°PA 064 407 23B0002 - Travaux d'aménagement du Centre Européen de Fret

<https://www.registre-dematerialise.fr/5010/>

Dates

Du 01/12/2023 00:00 au 02/01/2024 23:59

Commissaire enquêteur(ice)

-

Commissaire enquêteur(ice) suppléant(e)

-

Maître(s) d'ouvrage

-

Contribution n°1 (Web)

Par Anonyme

Déposée le vendredi 01 décembre 2023 à 08:05

Contribution:

le pays basque a la chance de disposer d'une zone logistique multimodal depuis 1989 conçue de façon visionnaire au service de l'activité des hommes et des femmes du territoire. Ces travaux de remblaiement ne font que terminer ce qui a été initié il y a 30 ans à l'heure du flot continu de poids lourds sur l'A63 année après année sans aucune alternative, l'extension des voies ferrées sur le CEF ne peut être qu'un début de réponse positif qu'il faut accélérer.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée à : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°2 (Web)

Par Val benjamin

Déposée le samedi 02 décembre 2023 à 19:15

338 chemin de Ponta

64990 Lahonce

Contribution:

Bonjour, je m'oppose à la bétonisation et à l'artificialisation de nos sols, à ce que cette zone humide « naturelle », abritant et nourrissant nombre d'espèces vivantes garantes de la biodiversité d'une part, et constituant d'autre part une zone d'infiltration des pluies, et une zone tampon en cas d'inondation, disparaisse. Merci.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°3 (Web)

Par Anonyme

Déposée le dimanche 03 décembre 2023 à 09:29

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°7, N°8

Contribution:

Bonjour, je rebondis sur l'observation N°1 qui précise que le CEF est une opportunité pour le Pays Basque par la solution de ferroutage qu'il apporte. Le dossier ne mentionne pas la superficie du CEF actuellement dédiée à cette activité de ferroutage. Je constate que les dernières extensions le long de la D261 et D312 ont permis l'implantation de nombreuses entreprises n'ayant aucune vocation à développer le ferroutage. On peut citer les locaux de la CAPB, un hôtel, des entreprises de négoce de matériaux pour le bâtiment, une salle de sport, de nombreuses activités de services conventionnelles. A ce jour le CEF ressemble plus à une zone d'activités classiques qu'à un centre de fret. Combien d'hectares de zones humides ont déjà été consommés pour des activités apportant un flux de véhicules supplémentaires, sans générer aucun transfert par voie ferrée? Ainsi, je souhaite que les chiffres mentionnés dans le dossier expliquant la réduction du flux de camions grâce au CEF soient justifiés et explicités de manière détaillée. Quelles sont les garanties apportées par les décisionnaires (SPL? CAPB?) quant à l'usage futur des sols ? Une partie de l'imperméabilisation des sols est vouée à accueillir l'entreprise DJO. Quel est le lien entre son activité et le ferroutage ? Quelles justifications apportent la commune de Mouguerre et la CAPB sur le fait qu'elle privilégie l'imperméabilisation au détriment de l'usage de terrains déjà imperméabilisés et en friche (site des Salines). Enfin quelle est la stratégie de la CAPB pour s'inscrire dans respect de la loi Climat Résilience visant à limiter l'imperméabilisation des sols, à réutiliser les friches et à renaturer ? En conclusion les faits montrent un beau décalage entre l'intention et la réalité des faits, qui ne peut qu'amplifier le sentiment de défiance de la société envers les décisions publiques et les élus. Ma dernière question porte sur la sincérité de cette consultation électronique. Que compte faire la commune de Mouguerre de ces contributions en termes d'exploitation ? Y a-t-il une volonté de prise en compte pour améliorer le projet présenté ?

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°4 (Web)

Par Etchepare

Déposée le dimanche 03 décembre 2023 à 10:24

44 chemin de l'aiguette

64990 Lahonce

Contribution:

Bonjour, J'habite sur le port de lahonce et je connais donc mieux que personne l'utilité des barthes qui évitent de gros débordements de l'adour. Elles sont aussi un lieu unique. Ces zones inondables de l'Adour, milieu humide et marécageux, constituent un biotope exceptionnel. Eventail floristique (joncs, nénuphars, roseaux, tourbières, forêts de saules, d'aulnes et peupleraies artificielles...) Nous voudrions être entendu sur le renoncement de ce projet.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°5 (Web)

Par Anonyme

Déposée le dimanche 03 décembre 2023 à 19:11

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°16, N°17, N°28, N°30, N°32, N°40, N°49, N°52, N°54, N°59

Contribution:

Bonjour, Je rebondis aussi sur la première contribution pour faire remarquer que les camions qui arriveront du port de Cherbourg sont actuellement sur des bateaux entre l'Irlande et l'Espagne, et que si on les fait sortir du train à Mouguerre, ce seront plus de camions sur l'A63 et non pas moins pour qu'ils arrivent jusqu'en Espagne ! A Hendaye, l'activité fret s'est arrêtée laissant plein de place pour accueillir ces trains, sans artificialiser nos barthes.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°6 (Web)

Par Cécile RAYMOND

Déposée le lundi 04 décembre 2023 à 00:08

Contribution:

Bonjour, Une première consultation publique à eu lieu, il y a quelques temps déjà. J'avais fourni à l'époque des photos démontrant que les terrains à remblayer et à aménager sont sous l'eau chaque hiver. Que sont devenues ces photos ? J'habite la zone des Barthes... Et en 7 ans, l'eau qui se cantonnait au fond de mon jardin en 2017, monte chaque année un peu plus... L'année passée les inondations sont arrivées à 2 mètres de mon habitation. Mes voisins eux, ont été envahis par l'eau. La voie verte, nouvellement aménagée est infranchissable chaque hiver, quand elle est inondée... La gestion des évacuations d'eau de pluies, lors de fortes intempéries, rendent la voie routière, entre le rond point de la zone de Fret et le bar tabac, compliquée chaque hiver ... Les rétentions sont telles, que l'on est à la limite de caler par moment, dans les vagues créées par le déplacement d'eau par les véhicules. Idem, cet aménagement récent, n'a pas été des mieux pensé pour le stationnement et pour l'évacuation des eaux de ruissellement qui sont souvent bloquées... Donc, d'une part, on a les arguments positifs de cet aménagement par les porteurs du projet avec un joli dessin à la main... et de l'autre, la réalité du terrain est que la zone de fret est ouverte à tout type d'activité (autre que routier), que le trafic routier sur cet axe entre route de Briscous et Route de Lahonce et le développement global du territoire a très mal été évalué.... De plus, les entreprises présentes ne sont gère soucieuses de la gestion de leur déchets, si l'on considère les plastiques et autres détritiques qui atterrissent régulièrement dans les canaux entre ces entreprises et la route... En résumé, projet idéalisé, impact environnemental et gestion global de la mobilité du territoire sous évalué. Projet obsolète. Se tourner vers les friches industrielles déjà présentes serait plus censé... Rénovons, arrêtons d'artificialiser !

Documents :

- contribution_6_Web_1.jpg
- contribution_6_Web_2.JPG
- contribution_6_Web_3.JPG
- contribution_6_Web_4.jpeg
- contribution_6_Web_5.JPG
- contribution_6_Web_6.JPG
- contribution_6_Web_7.JPG
- contribution_6_Web_8.JPG
- contribution_6_Web_9.JPG

- contribution_6_Web_10.JPG

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°7 (Web)

Par Virginie Allezard

Déposée le lundi 04 décembre 2023 à 12:56

64990 Lahonce

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°3, N°8

Contribution:

Déjà lors de l'enquête publique relative à la révision du PLU de Mouguerre (fin 2022) incluant la proposition d'une évolution du zonage du CEF, de nombreuses observations ont été formulées par le public, dont une pétition, mettant en relief des inquiétudes quant à son impact sur l'environnement et sa contribution aux risques d'inondations. Dans son rapport de janvier 2023, la commissaire enquêtrice "demande à ce que soit engagée une concertation préalable pour l'extension du Centre Européen de Fret, une fois que toutes les études d'impact, hydrauliques, faune-flore, pédologique, trafic, paysagère seront finalisées, que la MRAe aura donné son avis et ainsi les porter à la connaissance du public pour débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet." (extrait du rapport, lot pour mot) La commune de Mouguerre a décidé de ne pas donner suite à cette demande, et de lancer cette consultation électronique, qui ne permet pas une information facile d'accès au grand public, et qui ne permet pas d'ouvrir le débat sur le projet d'agrandissement du CEF. Cela va à l'encontre de l'information et de la participation du public aux décisions publiques ayant un impact sur l'environnement, principes pourtant inscrits dans la constitution française. Ainsi, j'aimerais comprendre pourquoi la commune de Mouguerre et les porteurs de projets associés (CAPB et SPL du CEF) ne souhaitent pas aller au-delà du minimum légal en termes de démocratie participative.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°8 (Web)

Par Anonyme

Déposée le lundi 04 décembre 2023 à 13:13

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°3, N°7

Contribution:

Le site de la CAPB indique que le coût du projet est de 12 millions d'euros, avec un financement public de 1,75 M € (dont 1M€ prévus au titre du plan de relance) - Région Nouvelle Aquitaine : 1,75 M€ (au titre du Contrat d'Attractivité) - Union Européenne : 1,75 M€ (prochain appel à projet MIE RTET), soit un reste à charge pour la collectivité de 6.75 millions d'euros. Pourriez-vous préciser si le coût du projet est toujours de 12 millions, notamment eu égard aux évolutions tant relatives aux exigences réglementaires (augmentation des mesures de réduction et de compensation des impacts, et des coûts associés en particulier), que conjoncturelles (inflation et surcoût des matériaux et travaux) ? Quelles sont les aides publiques réellement octroyées à ce jour ? Quel est le montant restant à prendre en charge par la CAPB ? Quel est son plan de financement et l'impact sur les contributions des citoyens (impact sur la taxe d'habitation ? foncière?).

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°9 (Web)

Par Cécile RAYMOND

Déposée le mardi 05 décembre 2023 à 00:09

64990 Lahonce

Contribution:

Bonjour, J'ai retrouvé mes vidéos de janvier 2023 qui illustrent bien la problématique de la gestion de l'eau rencontrée chaque hiver. Le lien du téléchargement :

<https://www.dropbox.com/scl/fo/1p59byju49uczsf2fro7/h?rlkey=9n1uexf9l17puzv4kxokhxhuj&dl=0>
Elle s'amplifie d'année en année, au gré du développement et des remblaiements de la zone de fret...
La route et la voie verte ont récemment été refaites... Cela n'a fait qu'accentuer les problématiques d'évacuations des eaux pluviales, des fontes et marées... Il y a une vraie problématique et une mauvaise appréciation de la situation en phase étude. Où va s'éprendre l'eau des zones vouées à être remblayées ??? Comment reprendre les évacuations de la route qui est toute neuve entre la boulangerie et le bar tabac ??? Face à des projections, il faut évaluer l'impact après coup des travaux déjà effectués. Merci par avance de cette prise en compte de la réalité !!!

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°10 (Web)

Par PLAN Pascal

Déposée le jeudi 07 décembre 2023 à 12:11

166 ALLEE VERDI

64990 MOUGUERRE

Contribution:

Bonjour, On ne peut pas être contre un projet d'agrandissement du centre de fret mais il faut continuer comme par le passé, a protéger du bruit et de la vue les zones urbanisées existantes et a venir. La protection des zones vertes boisées situées entre le centre de fret et le bourg sera conservée voir renforcée afin de marquer durablement la séparation de deux entités très différentes. Merci de continuer à prendre soin des habitants en préservant leur tranquillité.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°11 (Web)

Par Anonyme

Déposée le samedi 09 décembre 2023 à 07:48

Contribution:

Le C.E.F répond pleinement aux besoins de notre territoire Pays-Basque. J'attends avec impatience l'arrivée de la ligne de ferroutage Cherbourg-Mouguerre qui sera la première pierre à l'édifice du transport de Poids lourds par le rail ici. L'extention du C.E.F. doit pouvoir permettre un développement du transport de fret par le rail. Nous avons pris trop de retard pour ce type de projet, alors n'hésitons plus, et allons y !!!!!

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°12 (Web)

Par DARASPE DANIEL

Déposée le dimanche 10 décembre 2023 à 10:20

12 RD 2

64130 BERROGAIN LARUNS

Contribution:

C est un début très positif sur le ferroutage du corridor européen atlantique .Vivement la réalisation du chaînon manquant LGV Bordeaux Astigarraga

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°13 (Web)

Par Anonyme

Déposée le lundi 11 décembre 2023 à 09:33

Contribution:

Bonjour, La loi Climat et le Cerema indiquent que Mouguerre ne peut pas consommer d'espace comme d'artificialisation de plus de 25 hectares de 2021 à 2030. Mouguerre a déjà consommé en 2021 et 2022 une part importante (voir les fichiers fonciers). Il faut y ajouter la consommation prévisionnelle contractuelle cad les PC PA CU nombreux accordés et les OAP prévues. Il n'y a plus de possibilités pour 12 ha. Ce projet est totalement fragilisé juridiquement.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°14 (Web)

Par Anonyme

Déposée le lundi 11 décembre 2023 à 18:08

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°15

Contribution:

Bonjour, Votre projet est un désastre écologique, Les Barthes c'est : Une faune extraordinaire. Des animaux sauvages un bol d'air près de la zone de fret. Mouguerre est déjà suffisamment industrialisé. Avec la réchauffement climatique ce n'est pas la bonne politique. Il faudrait penser aux générations

futures qui recycle déjà énormément. Vous pouvez faire mieux sur les 14 hectares que vous comptez détruire. S'il vous plaît ne faites pas ça pour l'argent c'est triste. Merci

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée à : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°15 (Web)

Par Anonyme

Déposée le lundi 11 décembre 2023 à 18:09

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°14

Contribution:

Bonjour, Votre projet est un désastre écologique, Les Barthes c'est : Une faune extraordinaire. Des animaux sauvages un bol d'air près de la zone de fret. Mouguerre est déjà suffisamment industrialisé. Avec le réchauffement climatique ce n'est pas la bonne politique. Il faudrait penser aux générations futures qui recycle déjà énormément. Vous pouvez faire mieux sur les 14 hectares que vous comptez détruire. S'il vous plaît ne faites pas ça pour l'argent c'est triste. Merci

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée à : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°16 (Web)

Par Martine Bouchet

Déposée le mardi 12 décembre 2023 à 09:19

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°17, N°28, N°30, N°32, N°40, N°49, N°52, N°54, N°59

Contribution:

A cause de l'installation de DJO sur 3,3 ha de barthes (DJO n'a rien à voir avec le fret ferroviaire, elle n'a rien à faire à cet endroit et d'autres sites peuvent l'accueillir), si la LGV se fait, la route de Briscous sera fermée à la circulation pendant tout le temps des travaux (création d'un pont route pour enjamber la voie ferrée Bayonne Toulouse), c'est à dire pendant des mois ! Il n'y a cependant pas dans le dossier les documents nommés dans la lettre du préfet (rubrique 5) : - l'étude technique de la SEPA qui validerait la fermeture de cette route - la lettre du département du 3 octobre 2023 qui donnerait son accord. Je demande à ce que ces deux documents soient mis en ligne très vite et suffisamment tôt avant la cloture de cette participation du public. Quels élus ont pris la responsabilité de valider cette décision ? Des élus départementaux ? Les conseils municipaux de Briscous, Lahonce, Mouguerre (a minima) ont-ils été consultés ? Le maire de Mouguerre ne peut pas tout seul prendre la responsabilité d'une telle décision si lourde de conséquences pour les habitants en signant ce permis d'aménager, et encore moins en l'absence des documents demandés et de l'aval des communes concernées.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°17 (Web)

Par Martine Bouchet

Déposée le mardi 12 décembre 2023 à 09:32

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°16, N°28, N°30, N°32, N°40, N°49, N°52, N°54, N°59

Contribution:

La pétition du CADE et de Mouguerre Cadre de Vie est ici : <https://www.cade-environnement.org/> Elle demande au maire de Mouguerre de ne pas signer le permis d'aménager et de préserver les 12 hectares de barthes du CEF de Mouguerre. Voici un résumé de la pétition : - DJO ne doit pas déménager sur les barthes (3,3 ha), son activité n'a rien à voir avec le ferroviaire - Le remblaiement pour les activités ferroviaires est prématuré, Brittany ferries peut démarrer son activité sur la zone déjà remblayée (phase 1 prévue dans le dossier) - le cadre de vie des habitants doit être préservé, et le

nouvel accès au CEF par la route de Briscous ne doit pas être créé - le remblaiement accroît les risques d'inondation des quartiers environnants, d'autant plus avec le changement climatique - les impacts du projet dépassent largement le périmètre du CEF, et ce projet aurait dû faire l'objet d'une vaste concertation.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°18 (Web)

Par Anonyme

Déposée le mardi 12 décembre 2023 à 13:06

Contribution:

Bonjour, Après lecture des documents de présentation, il me semble que les éléments présentés hier en réunion publique ne sont pas conformes à la réalité des faits en ce qui concerne la partie ferroviaire du projet : - le projet vise à doubler le report modal sur le CEF, passant de 4 trains par jour à 8 à 10/ jour à horizon 2029 - le projet vise également à répondre aux problèmes de capacité des deux opérateurs historiques (Novatrans et Ambrogio), sachant que les infrastructures actuelles ne permettent pas de répondre aux standards européens de trains de 750m. Il s'agit donc d'investissements indispensables si l'on veut maintenir une alternative au tout camion. - ce report modal équivaldrait à 75 000 camions par an en moins sur la route, ce qui présente à mon sens un très grand intérêt pour limiter les gaz à effets de serre et contribuer à notre échelle à la lutte contre le changement climatique. - le projet de Brittany ferries ne concerne qu'un train par jour, soit seulement 1 des 3 à 5 nouveaux trains quotidiens à horizon 2029. La présentation d'hier laissait penser que le projet ferroviaire était principalement axé sur Brittany ferries, alors que ces chiffres montrent bien que l'essentiel du report modal supplémentaire attendu viendrait de Novatrans qui effectue du transport combiné "classique". Les inquiétudes quant au modèle proposé par Brittany ferries ne justifient pas une présentation aussi partielle et partielle du projet - par ailleurs, même en ce qui concerne Brittany Ferries les faits ne donnent pas raison à la lecture qui en a été faite : le transport maritime actuel va de Cherbourg à Bilbao, et non à Bayonne. Cela signifie donc que le projet d'autoroute ferroviaire vient en complément de l'offre maritime et non en concurrence, la zone de chalandise n'étant tout simplement pas la même ! Et le transport par voie maritime s'effectue à une fréquence (1 par semaine ?) bien moindre que le trajet quotidien de l'autoroute ferroviaire. Je ne comprends donc pas l'argument consistant à dire qu'il s'agit de sortir les camions du bateau pour les mettre sur les trains. Que l'on m'explique pourquoi Brittany ferries, même largement subventionnée, viendrait réaliser de si importants investissements pour proposer un service exactement identique à ce qu'elle est déjà en

capacité de faire. C'est dénué de sens. Je déduis de ces éléments que le projet ferroviaire est pleinement justifié compte tenu de l'urgence à lutter contre le changement climatique. La destruction des barthes est une externalité négative largement compensée par le report modal attendu (sans compter les mesures de compensation). Je constate d'ailleurs que l'avis négatif du CNPN ne porte pas sur l'intérêt du projet en tant que tel (contrairement à ce qui est insinué sur le texte de la pétition) puisque le CNPN reconnaît au contraire son intérêt public majeur et le fait que les extensions ferroviaires ne peuvent pas se faire ailleurs. L'avis négatif du CNPN porte uniquement sur le niveau des mesures de compensation. Suite à cet avis négatif, de nouveaux terrains ont été proposés, dont un actuellement très dégradé dans les landes. Il ne s'agit donc pas, comme présenté hier, de terrains déjà à l'état naturel sur lesquels les mesures de protection sur 50 ans n'apporteraient aucune plus value écologique. Dernière précision : il apparaît que la compensation est proche d'un facteur x 10, alors qu'on nous a parlé hier d'un facteur x 3. Ce n'est pas le même niveau d'ambition! - S'agissant du risque inondation, les études spécifiques au projet du CEF (études datant de décembre 2022, donc très récentes) montrent que le projet n'entraîne pas d'aggravation du risque. Cela signifie donc ni plus ni moins que la situation sera identique avant et après travaux du CEF. Je ne comprends donc pas la polémique là-dessus. Lorsqu'on construit une maison, on demande à ce que la gestion des eaux de pluie, canalisées ou à la parcelle, n'entraîne pas de risque supplémentaire pour les voisins. On ne demande pas que la construction de la maison réduise le risque déjà existant, ce serait absurde. Pour le risque déjà existant pour les riverains des barthes, et en tenant compte du changement climatique, c'est bien à une étude générale sur l'ensemble du bassin versant qu'il appartient de définir les éventuels ouvrages supplémentaires. Si j'ai bien compris, cette étude sera terminée courant 2024. Au final, je ne vois aucune raison de ne pas soutenir le projet ferroviaire

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée à : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°19 (Web)

Par Demange Jean-Marie

Déposée le mardi 12 décembre 2023 à 21:10

96 rue de l'ancienne école

64990 Lahonce

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°34

Contribution:

Bonjour, de nombreuses questions sur un sujet auquel je m'oppose fermement. Combien ces travaux vont ils coûter? Pourquoi avoir signé le Plan Climat de la CAPB et autoriser le remblaiement des

dernières zones humides des Barthes de Mouguerre? Comment seront protégés les riverains contre les inondations à prévoir? Pourquoi ne pas faire rouler les trains jusqu'à Hendaye où existe une zone de fret sous employé ? J'espère que nos élus sauront remettre en cause un projet qui ne correspond pas aux attentes de leurs administrés. Ne signer pas ce permis d'aménagement.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°20 (Web)

Par Coyos Battittu

Déposée le mercredi 13 décembre 2023 à 13:37

726, Bidarteko bidea

64 990 Mugerre/Mouguerre

Contribution:

Je m'oppose à ce projet d'aménagement du CEF. Il s'agit en fait d'artificialiser plusieurs hectares de barthes (nom gascon signifiant zone humide ne bordure de cours d'eau servant de tampon et de déversoir lors d'inondations). Ce projet est complètement rétrograde puisqu'il détruit une zone humide naturelle particulièrement riche pour sa faune et sa flore. Les compensations n'égaleront jamais ce que la nature fait sans l'homme. La CAPB a acquis le domaine des anciennes Salines de Mouguerre qui se trouve juste à côté. Pourquoi ne pas le dépolluer au plus vite et y installer là l'entreprise DJO, puisque le terrain est déjà artificialisé ? Je participerai à toute manifestation ou action pacifique pour s'opposer à ce projet dangereux. La principale richesse du Pays Basque, c'est sa nature.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°21 (Web) FIN DE TRAITEMENT DU 120124

Par DOAT Bernadette

Déposée le mercredi 13 décembre 2023 à 15:29

Contribution:

Ce projet d'extension du CEF, quelle qu'en soit la justification, ne peut pas être accompli sans une réflexion de fond sur son aspect environnemental. Je lis dans la contribution n°1 "Ces travaux de remblaiement ne font que terminer ce qui a été initié il y a 30 ans" Il y a 30 ans, nous étions ignorants ou presque de l'incidence de nos projets humains sur l'environnement ; aujourd'hui, nous savons et nous sommes coupables, si nous n'agissons pas autrement. Ecocide ? Le terme est récent, mais évitons d'en arriver là. Réfléchissons à des projets alternatifs sur des friches industrielles ? Nous ne pouvons plus remblayer. Nous avons déjà assez détruit de zones humides avec les remblaiements de la zone de Maignon, de celle du Leroy-Merlin puis d'Ametzondo (personnellement, je me refuse à aller dans les commerces d'Ametzondo dont l'assise a nécessité des "pieux" bétonnés sur une profondeur de 80 mètres et des milliers de mètres cubes de remblaiement). Les mesures de compensation, ne ramèneront jamais le vison d'Europe (un seul aurait été retrouvé en plus de 10 ans, à la plaine d'Ansot), ni la biodiversité encore plus utile aux abords de nos villes. (pour capter le CO2) Le Parc d'Activités de Lahonce confondu avec le CEF dans la contribution n°3 n'en est pas moins une zone humide artificialisée encore plus récemment. On y a même détruit des haies arbustives naturelles pour y replanter des espèces qui ont du mal à grandir. Les procédures administratives sont longues ? elles n'ont pas été instaurées pour rien. Il faut à minima : - refaire les études d'impact, notamment au niveau de la circulation routière (déjà engorgée ; modélisation à réactualiser) et des inondations, au vu des répétitions des événements climatiques extrêmes et recueillir à nouveau les avis des administrations concernées (MRae....) - étudier toute alternative évitant la dégradation / destruction des zones humides et bannir toute compensation, pour nous donner bonne conscience. - engager une véritable consultation de tous les acteurs socio-économiques, par le biais d'une ENQUETE PUBLIQUE, avec mise en ligne des documents auparavant, dans un délai raisonnable. Merci de prendre cet avis en compte.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée à : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°22 (Web)

Par THIBAUD Richard

Déposée le vendredi 15 décembre 2023 à 08:22

188 chemin Constantin

64990 lahoncé

Contribution:

Ayant assisté depuis plus de 10 ans à la transformation et l'extension du CEF, je peux garantir que l'impact sur la faune et la flore de cette zone protégée, est plus que significatif. En outre le remblaiement de ces zones humides et inondables, engendre sur les terres voisines des conséquences inconsidérées, accélérant les montées des eaux et les difficultés lors de gros coefficient pour l'écoulement des eaux de surface. Ce projet est écologiquement une catastrophe sans parler du préjudice pour le voisinage (bruit + lumière le soir etc.....).

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°23 (Web)

Par Vautier

Déposée le vendredi 15 décembre 2023 à 11:23

64990 Mouguerre

Contribution:

Voici ma contribution : Création d'un remblai et artificialisation du sol pour l'éternité : ce qui pouvait être une bonne opération en 1988, doit être regardé avec les connaissances actuelles et l'évolution du climat. Nos élus, par définition nos porte paroles, portent une lourde responsabilité vis à vis de nous, de nos enfants et petits-enfants. Une décision d'artificialiser toujours plus ne peut se prendre pour des raisons économiques et est-ce vraiment un projet porteur de développement ? Je ne parlerai que de la partie des barthes où devrait s'implanter DJO/ Enovis : 1) L implantation de cette société à cet endroit est-il d'un intérêt public majeur tel que défini par la RIIPM ? Cette société, si j'ai bien lu et compris les documents, serait locataire des bâtiments construits et financés par la CAPB, c'est à dire par nos impôts. Est-il possible de connaître l'avenir de cette société à Mouguerre ? Pour mémoire, DJO a déjà modifié son implantation en France plusieurs fois : de 1991 à 1993 : Saint Avertin en Indre et Loir De 1992 à 1996 : Conflans Sainte Honorine dans les Yvelines De 1996 à 2001 : Nanterre dans les Hauts de Seine De 2001 à 2007 puis de 2007 à 2009 : 2 sites successifs à Annecy en Haute-Savoie Cette société a été rachetée en 2019 par un groupe américain dont ce n'était pas le métier initial (industrie de la soudure, pompes...) et qui a scindé son activité en 2 parties avec démission des administrateurs historiques. DJO/Enovis possède actuellement 12 établissements dans le monde dont 1 à Barcelone. 2) la position actuelle du Maire de Mouguerre est de donner son accord pour maintenir et même développer les emplois (et par là même la taxe professionnelle) sur sa commune. Cet objectif peut être louable. Les employés actuels de DJO sont-ils en mesure de résider sur le secteur ? Ne sont-ils pas contraints d'aller habiter dans les Landes compte tenu du prix de l'immobilier (certains l'ont déjà fait) ? Ne doivent-ils pas emprunter leur voiture pour faire leurs trajets domicile travail ? 3) pour remblayer les barthes, il est nécessaire d'apporter des quantités monstrueuses de remblai. Où ce matériau sera-t'il trouvé ? sera-t'il extrait au détriment de sites naturels ? Les nuisances liées au transport sont-elles correctement évaluées ? Tel qu'indiqué dans les documents, ce remblaiement prendrait 2 ans. En comparaison, combien de temps faudrait-il pour rendre le site des Salines, déjà artificialisé, compatible avec une construction ? 4) avec le changement climatique, il faut s'attendre à des précipitations plus fréquentes et plus importantes. Artificialiser davantage ce quartier ne peut qu'engendrer davantage d inondations de plus grande ampleur. Le Maire de Mouguerre a dit que ce n'était pas un problème, qu'il suffisait d'installer davantage de pompes..... Qui paiera l'entretien de ces pompes ? Qui paiera les factures d'électricité qui les fera fonctionner ? DJO ou nos impôts ? Trop de questions, trop d'incertitudes. Par conséquent, je demande au Maire de ma commune de ne pas signer le permis d'aménagement du CEF

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°24 (Web)

Par Laxague, Maitena

Déposée le vendredi 15 décembre 2023 à 14:36

122, chemin du ruisseau ARTECH

64990 LAHONCE

Contribution:

Habitante de Lahonce depuis bientôt 10 ans, nous avons choisi de vivre avec ma famille dans ce petit coin de Pays basque pour retrouver les nôtres et nos racines mais aussi pour la qualité de son environnement, protégé par une loi ALUR dans plusieurs secteurs de la commune, et pour les engagements en faveur de la préservation de l'environnement de l'équipe municipale. C'est donc avec effroi que nous apprenons, grâce au "CADE " et "Mouguerre cadre de vie", que se trame à quelques encablures de notre domicile, ce que l'on pourrait qualifier de future catastrophe environnementale : 12 Ha de Barthes détruits pour l'installation d'une future et hypothétique gare de ferroutage et l'installation d'une entreprise : DJO, et ce, alors que l'année 2023 aura été l'une des pires au plan du réchauffement climatique dans notre secteur : sécheresses, inondations... Il suffit d'ouvrir les yeux pour s'apercevoir de cela... Les élus interpellés répondent qu'avant tout, il faut préserver les ressources communales et les emplois ! Certes cela s'entend et se défend mais est-ce que cela peut légitimer la destruction irréversible d'un milieu naturel protégé alors que d'autres solutions existent et que les études présentées dans le dossier technique de 1689 pages, laissent entrevoir des manques importants dans l'analyse des conséquences à courts et moyens termes : destructions d'espèces protégées, répercussions sur le schéma hydraulique dont l'évacuation vers l'Adour et les rives aval, répercussions sur le trafic et le schéma du futur réseau routier... répercussion enfin sur la qualité de vie des riverains ! M. Le Maire de Mouguerre dit agir dans l'intérêt des Mouguertars et donc estime pouvoir décider en leurs noms, en leur refusant, jusqu'ici, la possibilité de pouvoir en discuter ensemble selon les principes d'une démocratie citoyenne éclairée. Les citoyens de Mouguerre et des autres communes concernées par ces futurs changements environnementaux, en premier lieu Lahonce, proposent un dialogue constructif dans l'intérêt de tous avant toute décision irréversible qui entraînerait des conséquences que personne ne souhaite. Le CEF, partie prenante essentielle de ce projet ferait bien de s'inspirer d'exemples humainement plus conformes à nos valeurs et notre identité basque comme celui de la coopérative de Mondragon, au lieu de préserver les intérêts d'une société comme Brittany Ferries. Est-il besoin de rappeler que Brittany Ferries, société anonyme basée à Roscoff a reçu depuis 2020 des aides substantielles de l'état français, et de ses financeurs (dont CMA CGM, partenaire depuis 2021, 3ème armateur mondial, récemment citée dans la presse pour l'opacité de ses activités, ceci dans le but de se soustraire aux réglementations françaises en matière de droit social, de sécurité ou d'environnement), aides reçues donc pour éviter de sombrer après les épisodes Brexit et Covid, à savoir: prêt garanti par l'Etat de 117 millions d'euros et exonération des cotisations salariales, puis, en 2021 nouvelle aide sous la forme d'une subvention exceptionnelle de 45 millions d'euros et abandon de créances pour un total de 16 millions d'euros. Il est donc permis de se demander si le greenwashing affiché du projet (création d'un ferroutage pour des camions qui, jusque-là, ne traversaient pas la France !) ne cache pas d'autres enjeux ? OUI, c'est la question que tout le monde se pose légitimement aujourd'hui... Quant à la société DJO qui souhaite bénéficier de 3,3ha de cette future artificialisation, on peut penser que l'entreprise, tout comme le CEF certainement,

ne peut se soustraire à ses obligations légales concernant les risques environnementaux et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) qu'elle pourrait faire courir dans cette nouvelle installation. Est-il besoin de rappeler la loi « Climat et résilience » concernant l'impact des nouvelles obligations environnementales pour les entreprises de plus de 50 salariés. Petit rappel donc de cette loi et du rôle des salariés et du CSE (Comité social et économique, instance obligatoire) qui prévoit la possibilité pour les salariés de s'exprimer sur la stratégie environnementale de leur entreprise : qu'en est-il à l'antenne DJO de Mouguerre? La « Loi Climat » impose ainsi au CSE de s'assurer que l'employeur prend en compte les impératifs écologiques dans ses décisions. Cela passe notamment par l'information. Le CSE doit désormais être informé sur les conséquences environnementales des différentes mesures prises par l'entreprise. De façon concrète, l'employeur devra donc transmettre toutes les informations relatives à l'environnement lors de ces consultations sur les conséquences environnementales de l'activité de l'entreprise. (Code du travail Art.L.2312-17) Si, comme l'a évoqué M. le Maire récemment, l'entreprise DJO emploie majoritairement des Mouguertars, ces salariés ne peuvent donc ignorer les conséquences de cette décision de leur entreprise sur leur environnement professionnel et personnel. En conclusion, il apparaît qu'une concertation à tous les niveaux s'avère indispensable avant toute poursuite de ce projet.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée à : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°25 (Web)

Par BOLLET Jean Pierre

Déposée le dimanche 17 décembre 2023 à 09:55

MOUGUERRE

64990 MOUGUERRE

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°60

Contribution:

Bonjour, En pièce jointe, la contribution du CADE. Vous en souhaitant bonne réception. Cordialement. J
P BOLLET

Documents :

- contribution_25_Web_1.pdf

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°26 (Web)

Par Anonyme

Déposée le dimanche 17 décembre 2023 à 12:19

Contribution:

Ayant participé à la réunion d'information organisée par le CADE, j'ai pu constater l'absence de réelle écoute par les élus. J'aimerais donc savoir comment vont être utilisées ces contributions. Y a-t-il une volonté d'analyse et de prise en compte pour éviter réduire les impacts ? Comment aurons-nous accès à la justification des décisions prises ?

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°27 (Web)

Par VIGNAU Thomas

Déposée le dimanche 17 décembre 2023 à 13:51

Contribution:

Projet du XXI^e siècle !!! Il est urgent de ménager le territoire ! Frugalité Heureuse et créative !

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°28 (Web)

Par Martine Bouchet

Déposée le dimanche 17 décembre 2023 à 14:35

\$(speechPostalCodeAndCity#28}

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°16, N°17, N°30, N°32, N°40, N°49, N°52, N°54, N°59

Contribution:

La DDTM dit dans son courrier d'autorisation (document 6.2) prendre acte de l'absence d'aggravation du risque d'inondation des biens et des personnes. Cette conclusion n'est pas conforme aux conclusions du dossier « Porté à connaissance hydraulique » (rubrique 6.2 des documents en ligne). Page 44 de ce dossier sur l'impact des crues : « Le remblaiement total du CEF présente différents impacts. Si on considère le volume présent dans l'espace aujourd'hui non remblayé et qu'on le reporte « simplement » sur le restant des surfaces basses, on aurait une surélévation des niveaux d'eau de 11 cm dans la Cité des Barthes neuves et de 10 cm en amont de la RD coté Lahonce. ». Sur Mouguerre, il y a des pompes au quartier des barthes neuves qui seraient efficaces (quoiqu'on puisse penser qu'en cas de crues, il y ait des coupures de courant et que les 10 cm d'eau en plus ne seraient pas évacués). Mais pour Lahonce, c'est effectivement le niveau d'inondation qui monte : « Coté barthe de Lahonce (amont), si on considère également un « simple » report des volumes, le niveau d'eau passera de 2.82 à 2.92 m NGF, la plupart des habitations existantes dans cette barthe sont déjà inondées, seul le château de Naguile (en bord d'Adour) n'est pas inondé en Q100 puisque positionné sur un promontoire, les niveaux sur l'habitation passeront de 0 à entre 0 et 0.50m (bleu clair). Ses accès sont inondés et restent inondés. » Le maire de Mouguerre peut-il accorder en toute connaissance de cause un permis d'aménager sur sa commune qui aggrave pour les riverains de Lahonce le risque d'inondation en cas de crue ?

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°29 (Web)

Par Maillard Sandra

Déposée le mardi 19 décembre 2023 à 14:14

maisandra@hotmail.com

40220 Tarnos

Contribution:

Je ne souhaite pas que ce projet se fasse. Depuis 2015 l'accord de Paris, nous savons que nous devons réduire les GES et ce type de projet est à l'opposé de ce principe de réduction. Pensons également à la biodiversité !

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°30 (Web)

Par Martine Bouchet

Déposée le mercredi 20 décembre 2023 à 17:15

\$(speechPostalCodeAndCity#30}

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°16, N°17, N°28, N°32, N°40, N°49, N°52, N°54, N°59

Contribution:

J'ai signalé le 12 décembre que les deux documents mentionnés dans la lettre du le préfet qui alerte sur la fermeture de la RD312 pendant la durée des travaux de la LGV étaient absents (une étude de la SEPA et la lettre d'accord donné par le département). Ces documents ont été mis en ligne le 19 décembre. Il s'avère en fait qu'il y a 2 possibilités : - Soit on ferme la RD312 pendant 9,5 mois, reportant l'important trafic (plus de 3000 véhicules /j) sur les routes locales (d'Ibusty,Irauldenia) pas du

tout adaptées et avec des carrefours dangereux. Cette option n'est pas celle recommandée par l'étude de la SEPA. - Soit on construit une nouvelle route (4ème voie du giratoire) qui se trouve sur la commune de Lahonce, sur l'Espace naturel sensible, nécessite de toucher au ruisseau et empiète sur les zones humides. Cette solution est d'autant plus probable qu'elle serait nécessaire de manière définitive, et non pas seulement pendant les travaux, pour assurer une continuité de trajet pour les voitures arrivant de d'Ibusty ou de la route des Barthes. Je mets en pièce jointe des extraits graphiques, Ces nouveaux éléments n'ont visiblement été validés que par des services techniques, les conséquences paraissant pourtant suffisamment fortes pour que les élus des communes concernées donnent leur avis, les élus de Lahonce notamment. La solution est simple: - ne pas accorder le permis d'aménager pour DJO qui cumule beaucoup trop d'impacts (zones humides, nouvel accès, giratoire et sa 4ème voie) et qui peut s'installer ailleurs. - Et pour le ferroviaire, laisser faire les phases 1 prévues dans le dossier qui peuvent se dérouler sur les parties déjà remblayées et attendre avant toute autorisation de remblaiement des barthes que le besoin soit avéré (plusieurs autres plateformes se développent en Espagne qui sont plus judicieusement positionnées que le CEF, Mouguerre étant trop loin de la frontière). Donc il ne faut pas accorder le permis d'aménager demandé !

Documents :

- contribution_30_Web_1.pdf

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°31 (Web)

Par Anonyme

Déposée le mercredi 20 décembre 2023 à 22:42

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°53

Contribution:

Mouguerre n'étant pas tellement proche de la frontière, pourquoi certains élus locaux, portent autant d'intérêts à ce projet? Intérêts personnels? D'autant qu'en vu des contraintes environnementales sur Lahonce et Mouguerre, ce projet n'a pas de sens, hormis augmenter les risques d'inondations localement, et encombrer un peu plus les infrastructures routières, déjà saturées....

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°32 (Web)

Par Martine Bouchet

Déposée le samedi 23 décembre 2023 à 11:33

\$(speechPostalCodeAndCity#32}

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°16, N°17, N°28, N°30, N°40, N°49, N°52, N°54, N°59

Contribution:

Demande de prolongation de la période de participation du public jusqu'au 22 janvier 2024 : Bonjour, Je réitère ici par écrit ma demande faite oralement auprès de la mairie de Mouguerre le 20 décembre (au lendemain de la mise en ligne de nouveaux documents) de prolonger la période de participation du public par internet. En effet, les nouveaux documents mis en ligne sont d'une grande importance, notamment ils élargissent encore plus les impacts du projet sur la commune de Lahonce (impact de la 4eme voie du rond-point en cas de LGV qui traverserait l'espace naturel sensible de Lahonce). Je demande donc que la période de participation du public soit prolongée jusqu'au lundi 22 janvier (sa durée minimum d'1 mois devant se recalculer à partir de la mise à disposition des nouveaux documents). Cette période devrait être mise à profit par le maire de Mouguerre pour se rapprocher des élus de Lahonce et pour s'assurer que la participation du public est bien relayée au niveau de Lahonce puisqu'il y a de nombreux impacts pour les habitants de leur commune (risque d'aggravation du risque d'inondation pour Lahonce si les barthes de Mouguerre sont remblayées, mais aussi problème de circulation et 4eme voie). Martine Bouchet Présidente de l'association Mouguerre Cadre de Vie

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°33 (Web)

Par Cécile RAYMOND

Déposée le samedi 23 décembre 2023 à 17:10

64990 Lahonce

Contribution:

Bonjour, Au regard des différents éléments lus ci-dessous, j'aimerais, que les Maires de Mouguerre et surtout Lahonce fassent une réunion d'information, sur le projet, afin d'évoquer leurs perspectives d'aménagement à long terme, qui, je pense, ne semblent pas toutes évoquées... Quels sont les intérêt des habitants des communes de ces nouveaux aménagements...? Que nos élus, jouent enfin leur rôle en toute transparence, pour ouvrir au débat, au lieu de camper sur leur positions, en ne prenant pas en compte les remontée citoyennes. Les administrés des 2 communes devraient être informé par courrier postal, pour permettre à tous les publics d'avoir connaissance de l'information. Une enquête publique de terrain me semble aussi plus que nécessaire. Un dossier administratif aussi impactant ne peut être validé par des administratifs qui ne sont pas sur le terrain. Le report de l'autorisation me semble aussi légalement "juste" dans la mesure où tous les éléments du dossier n'ont pas été mis en ligne en même temps. Si d'autres éléments venaient encore à manquer, il faudrait que la consultation soit reportée tant que TOUS les éléments ne seront pas mis à disposition. Merci par avance.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°34 (Web)

Par DEMANGE Jean-Marie

Déposée le dimanche 24 décembre 2023 à 11:01

96 rue de l'ancienne école

64990 LAHONCE

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°19

Contribution:

Conseiller municipal de la commune de LAHONCE, je suis particulièrement interpellé par les pièces rajoutées au dossier le 19/12/2023, notamment l'étude de faisabilité interface GPSO dévoiement de la DR 312. Ajouté la veille de fête de fin d'année, elle ne sera pas consultable un mois complet. Or, cette

pièce présente une construction d'une route en ENS de Lahonce et en qualité d'écu, je me dois de préserver les Barthes de LAHONCE et d'en discuter avec mes collègues élus et nos administrés. A ce titre, serait-il possible de maintenir la consultation publique ouverte et accessible jusqu'au 20 janvier 2024? Bonne fêtes

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°35 (Web)

Par Association de Défense des Intérêts de Lahonce

Déposée le dimanche 24 décembre 2023 à 12:51

258 Chemin Pilas

64990 LAHONCE

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°38, N°48

Contribution:

Le document et les informations apportés dans la contribution n°30 ressemblent fort à un pavé dans la mare de l'Espace Naturel Sensible de Lahonce. Si ce projet de 4è voie du futur rond-point se vérifiait, il signifierait la fin de l'ENS, qui démarre péniblement 6 ans après sa création. Le maire de Lahonce devrait provoquer une réunion d'urgence du comité de pilotage de l'ENS (département + commune) début 2024, afin de faire la lumière sur cette ténébreuse affaire dont personne ne semble être au courant à Lahonce. Une prolongation de la durée de la consultation est plus que justifiée.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°36 (Web)

Par Caprais Dominique
Déposée le mercredi 27 décembre 2023 à 08:32
3 impasse des coquelicots
47180 STE BAZEILLE

Contribution:
Je suis contre ce projet

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°37 (Web)

Par Virginie Allezard
Déposée le mercredi 27 décembre 2023 à 18:23
64990 Lahonce
Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°44

Contribution:
Le projet d'extension du CEF est justifié par une économie de CO2 de 50 000T/an, sans que ce chiffre ne soit expliqué ni justifié précisément. Le dossier laisse à penser que c'est un gain potentiel brut, qui ne prend pas en compte : - les émissions de CO2 sur le cycle de vie de l'extension du CEF (de la phase travaux à la phase exploitation – cf recommandation de la MRAe de présenter un bilan complet et quantifié des émissions de gaz à effet de serre) calculées selon les méthodes éprouvées du bilan CO2, - la perte de captation de CO2 des zones humides qu'il est projeté de détruire sur la durée de vie du CEF, - les émissions de CO2 dans le cadre d'une remise en état du site. En outre, quels sont les engagements d'économies de CO2 apportées par les nouvelles activités de chacune des 3 entreprises citées (Brittany ferries, Ambrogio et Novatrans) sur une échelle de temps adapté. En particulier pour Brittany Ferries qui a ce jour réaliserait les transports par voie maritime, il pourrait être intéressant d'expliquer en quoi une alternative fer-route via la CEF est une opportunité de gain de CO2. Cela ne me paraît pas évident puisque le transport maritime est peu émissif en CO2. Je me

permets de relever que la réponse du porteur de projet à la demande de la MRAe de présenter un bilan complet et quantifié des émissions de gaz à effet de serre est très partielle puisqu'elle ne reprend pas la méthodologie préconisée, ni les règles de l'art du calcul du bilan CO2. Ainsi, je vous remercie de justifier les économies de CO2 par des calculs argumentés exhaustifs (qui pourraient être validés par un tiers neutre compétent) et mis à disposition du public. Cette demande me semble correspondre aux ambitions affichées du plan Klima Pays Basque porté par la CAPB, et la nécessaire transparence associée.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°38 (Web)

Par Association de Défense des Intérêts de Lahonce

Déposée le mercredi 27 décembre 2023 à 18:50

258 Chemin Pilas

64990 LAHONCE

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°35, N°48

Contribution:

"Travaux d'aménagement du Centre Européen de Fret" ? PAS D'ACCORD, car le rond-point EST en projet et surtout la 4ème VOIE sur Lahonce sont clairement situés hors du périmètre de la ZAC comme l'indique le schéma ci-joint, bien moins ambigu que celui de la SEPA. Pour information, le schéma ci-joint date de 2009, soit avant le remblaiement du Parc d'Activités de Lahonce (PAL)

Documents :

- contribution_38_Web_1.pdf

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°39 (Web)

Par Anonyme

Déposée le mercredi 27 décembre 2023 à 19:21

Contribution:

Je ne souhaite pas que le centre de fret s agrandisse car je doute que l extension soit nécessaire et de sa viabilité, l extension du ferroviaire décline depuis 30ans et n est qu une utopie. De plus habitant les barthes je crains les inondations, la dégradation de notre lieu de vie, les différentes pollution que cela va engendrer, la destruction de la faune et la flore. De plus je regrette le manque de concertation et de préoccupation des habitants de la zone. Merci pour votre prise en compte

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°40 (Web)

Par Association Mouguerre Cadre de Vie

Déposée le mercredi 27 décembre 2023 à 21:15

`speechPostalCodeAndCity#40`

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°16, N°17, N°28, N°30, N°32, N°49, N°52, N°54, N°59

Contribution:

Contribution de l'association Mouguerre Cadre de Vie : Les barthes sont des zones humides qui jouent un rôle majeur pour préserver la ressource en eau, lutter contre les canicules, maintenir la biodiversité mais aussi pour prévenir des inondations les quartiers environnants. Leur destruction est interdite pour des projets qui peuvent se dérouler ailleurs ou autrement. C'est l'esprit de la loi et de la séquence « Eviter, réduire, compenser » qui impose d'éviter en tout premier lieu. C'est aussi ce qu'impose le SAGE Adour Aval, avec d'éventuelles mesures de compensation qui ne sont pourtant par prévues dans le projet (a minima 150% de la surface des 12 ha zones humides détruits à compenser),

alors que l'arrêté Loi sur l'eau (de l'an 2000) dont se prévaut la SEPA indique pourtant bien que le « permissionnaire » (la SEPA) devra se conformer à toutes les règles existantes et à intervenir. Aussi, le projet d'aménagement présenté n'est pas acceptable, nous nous y opposons ; - Enovis (ex DJO) ne doit pas déménager sur les barthes (3,3 ha), son activité n'a rien à voir avec le ferroviaire. Des solutions alternatives existent et doivent être sérieusement étudiées : site des Salines (10 ha de friches industrielles, St Martin de Seignanx par exemple). - Le remblaiement pour les activités ferroviaires est prématuré. Brittany ferries peut démarrer son activité sur la zone déjà remblayée (phase 1 prévue dans le dossier), de même pour Novatrans (phase 1 du dossier). Quant à Ambrogio, il faut de toute façon agrandir le CEF pour pouvoir allonger ses voies . - le nouvel accès au CEF par la route de Briscous ne doit pas être créé, et il faut respecter les engagements pris à la création du CEF (la RD 312 doit rester une voirie locale, sans trafic industriel). - le remblaiement accroît les risques d'inondation des quartiers environnants : +10 cm pour Lahonce. Ceci est inacceptable. Tant que des mesures de protection efficace ne seront pas déterminées, en tenant compte en plus du changement climatique, le remblaiement ne peut pas se faire. Il en va de la responsabilité personnelle du Maire de Mouguerre. - Les impacts du projet dépassent largement le périmètre du CEF, et ce projet aurait dû faire l'objet d'une vaste concertation. - Les documents mis très tardivement en ligne montrent qu'il sera indispensable de créer une 4eme voie au giratoire en cas de travaux de LGV pour assurer une continuité viaire (pendant les travaux, mais aussi de manière définitive). Cette voie sera sur l'espace naturel sensible de Lahonce. La commune de Lahonce est donc partie prenante du projet d'aménagement, son avis est indispensable (voire même sa décision sur le permis demandé), ses habitants doivent avoir le même droit à l'information, et leur mairie aurait dû pouvoir les informer de l'existence de cette consultation du public. Pour toutes ces raisons, nous demandons au Maire de Mouguerre de ne pas signer le permis d'aménager présenté par la SEPA.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°41 (Web)

Par SAINT-PIERRE Roger

Déposée le jeudi 28 décembre 2023 à 09:30

732, route de Briscous

64990 Mouguerre

Contribution:

CE PROJET TRÈS COUTEUX N'EST PAS JUSTIFIÉ À PLUSIEURS TITRES L'autoroute ferroviaire envisagée par British ferry est un gâchis écologique nullement compensé par les prévisions de trafic que nous

avons pu obtenir. En effet, il est prévu un seul trajet quotidien entre Cherbourg et MOUGUERRE avec 2 rames de 21 wagons. Les semi-remorques seront chargés sur des wagons spéciaux pour lesquels il a été nécessaire d'élargir et rehausser un certain nombre de ponts et tunnels sur le parcours. Autre élément justificatif pour les demandeurs de cet agrandissement : ils font valoir qu'il permettrait celui de la société DJO France, déjà installée au Centre de Fret. Cette société à capitaux nord-américains, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits para-médicaux pourrait, à notre avis, migrer vers l'ancien site des Salines, à l'entrée du C.E.F., voire à Saint-Martin de Seignanx. UN DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION CONTRAIRE AUX PRINCIPES CITOYENS Lors de l'enquête publique sur la révision du PLU de MOUGUERRE, suite aux remarques faites par MOUGUERRE CADRE de VIE, la commissaire enquêtrice avait recommandé qu'une concertation avec le public puisse avoir lieu dès la fin de toutes les diverses études conduites pour ce projet : impact, environnementales, hydrauliques, faune-flore, pédologique, trafic et paysagère. La municipalité de Mouguerre et la CAPB ont bien pris en compte la remarque et écrit qu'ils en tiendraient compte. Résultats : Rien n'a été fait, pas de concertation et, encore moins, de réunion publique sur le sujet. Afin d'obtenir des subventions européennes, les Pouvoirs Publics affirment que les conditions sont réunies pour étendre le Centre de Fret au travers de la création de nouvelles infrastructures ferroviaires. En outre, ils affirment vouloir résorber le trafic routier et, de ce fait, désengorger le réseau. Ils n'hésitent pas à situer Mouguerre à la frontière, à préciser que les chargements de fret issus du rail partiront forcément par la route pour rejoindre la péninsule ibérique. Ils envisagent, maintenant, de modifier le PPRI (Plan de Prévention du Risque Inondation) de MOUGUERRE. Ainsi les terrains des Barthes consacrés à cette extension et rehaussés pour la circonstance seraient exclus du champ d'application du PPRI. Encore une fois les habitants du Port, les riverains de l'Adour sacrifiés. Une fois de trop !! Des risques d'inondations accusés : à cause d'un remblaiement de 2 mètres des quelques 12 hectares concernés par ce projet, le risque d'inondations est patent. D'une part, des zones humides qui absorbent l'eau de pluie vont disparaître ; d'autre part, élever ces terrains amène l'eau à se répandre en contre bas et donc à se disperser vers les habitations du Port. Malheureusement, nous n'avons pas pu consulter les études hydrauliques malgré les promesses faites. Du trafic en plus et des nuisances supplémentaires : même s'ils recherchent la réduction du nombre de poids lourds sur le réseau routier, ce dernier va augmenter dans notre zone. Dans les faits, les véhicules concernés vont se diriger soit vers la péninsule ibérique soit vers Pau et Toulouse, ce qui provoquera nuisances sonores et supplément de pollution, des embouteillages qui vont aller crescendo. Une nouvelle dépréciation des valeurs immobilières pour les maisons du Port : déjà, en moyenne, les habitations du Port de Mouguerre sont sous-évaluées de 30 % par rapport à des maisons comparables sur Mouguerre ou ailleurs. Et cette dégradation ne va s'arranger, loin s'en faut, si ces projets aboutissent.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°42 (Web)

Par Charron Martine

Déposée le jeudi 28 décembre 2023 à 12:14

105 chemin de l'Aiguette

64990 LAHONCE

Contribution:

Je suis habitante des Barthes et entièrement d'accord avec toutes les contributions dénonçant : - la disparition des dernières Barthes de Mouguerre : photos chocs de janvier 2023 de plusieurs hectares transformés en lac présentées à la réunion publique de Mouguerre Cadre de Vie et du CADE, témoignage des nouveaux impacts du changement climatique et de ses conséquences de plus en plus menaçantes sur nos lieux de vie. Sans aucun doute maintenant, nous connaissons les perspectives inquiétantes des risques d'inondation qui seront aggravés avec entre autres l'assèchement de ces Barthes. -l'argument du ferroutage, les vertus écologiques de ce projet. Si tel était la volonté, le projet aurait dû continuer plus loin là où des infrastructures existent déjà et attendent pour accueillir, exemple Lezo près de Saint Sébastien. Pourquoi un terminal à Mouguerre avec son lot de camions supplémentaires sur une autoroute étant déjà un couloir à camions. La voie maritime existante n'est-elle pas plus écologique ? -l'accentuation de la détérioration de notre qualité de vie à cause de tout le trafic supplémentaire que nous aurons à subir (500 personnes à ENOVIS-DJO). Pas de transport en commun digne de ce nom à l'endroit de la nouvelle entrée de l'entreprise. -la question du périmètre du projet en question : CEF de Mouguerre. Les numéros de parcelles dans l'adresse du projet intègrent-elles les parcelles de Lahonce ? Mais comment le Maire de Mouguerre peut-il décider dans son permis d'aménager de la création d'une route dans les Barthes de Lahonce sans l'avis ou l'information de la commune concernée ? Nouvelle atteinte à une Barthe classée en Espace Naturel Sensible en 2017 (voir délibération de création). Les terrains en ENS de la route des Barthes de Lahonce le long de la voie ferrée sont aussi régulièrement recouverts de grandes quantités d'eau et pourraient provoquer avec tous ces aménagements des coupures de cette route, voirie d'accès essentielle pour les habitants. -l'absence totale d'information et de consultation des élus de Lahonce. Nous comptons sur eux pour réagir fortement. -l'arrivée en ligne tardive des éléments très importants rajoutés par la Mairie de Mouguerre le 19 décembre. Explication : dans le fuseau LGV GPSO depuis 2017 le schéma du pont route de la LGV se situait dans le CEF. L'intention politique étant de décider l'implantation d'ENOVIS-DJO sur ce même endroit, il a suffi d'un coup de crayon pour dessiner le remplacement du pont route de la LGV par une route d'accès dans les Barthes de Lahonce. Considérant ces éléments portés à connaissance de tous par l'action citoyenne dont certaines très tardivement le 19 décembre et avec une clôture de la consultation au public le 2 janvier 2024, le Maire de Mouguerre doit accepter le report de la date de clôture au 22 janvier 2024. Ainsi : 1/les habitants après la période de fêtes auront le temps de la consultation. 2/les élus de Lahonce auront la possibilité de se réunir et de débattre sur la signature par la seule Mairie de Mouguerre de ce permis d'aménager qui du fait le l'implantation d'ENOVIS-DJO autorise une infrastructure routière dans les Barthes de Lahonce.

Documents :

- contribution_42_Web_1.pdf

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°43 (Web)

Par Doussau, Jean-Baptiste

Déposée le jeudi 28 décembre 2023 à 19:09

173 rue Lanes

64990 Lahonce

Contribution:

J'habite depuis plusieurs années à proximité de la future zone de remblaiement sur la commune de Lahonce. Je suis très étonné qu'il n'y ait pas eu de réunion, pour nous prévenir, organisée ni par la mairie de Lahonce ni celle de Mouguerre. Il est très clair que chaque année les écoulements d'eaux se font de moins en moins bien, cela devient même dangereux tellement la montée des eaux peut être rapide. Les zones concernées sont pleines d'eau à chaque pluie. Les bouchons de véhicules autour de la zone de fret explosent également depuis quelques années. Par où vont passer les camions quand ils sortiront du train? Le projet ne me paraît pas être une bonne idée. Ni pour le cadre de vie, ni pour la faune et la flore déjà très menacée, ni pour les nuisances sonores. Des enfants vivent également dans les barthes...cela vaut-il la peine de les mettre en danger? Rien n'est prévu ni proposé pour diminuer un peu l'impacte (mur antibruit, pompe du côté de Lahonce etc.) rien. De plus je suis particulièrement interpellé par les pièces rajoutées au dossier le 19/12/2023, notamment l'étude de faisabilité interface GPSO dévoiement de la DR 312. Ajouté la veille de fête de fin d'année, elle ne sera pas consultable un mois complet. Or, cette pièce présente une construction d'une route en ENS de Lahonce à proximité immédiate de ma maison et en pleine zone protégée.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°44 (Web)

Par Anonyme

Déposée le jeudi 28 décembre 2023 à 19:51

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°37

Contribution:

Je souhaite connaître le modèle économique des entreprises qui vont s'implanter pour garantir la pérennité du ferroutage. Quelles sont les garanties fournies pour que les finances publiques ne viennent pas combler les risques industriels. Enfin, compte tenu de l'évolution financière très sensible à la hausse du projet, quel est la nouvelle répartition à ce jour acté et officiellement délibéré par l'ensemble des partenaires.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°45 (Web)

Par Frédéric

Déposée le vendredi 29 décembre 2023 à 09:41

Chemin Constantin, 130, 130

64990 LAHONCE

Contribution:

Bonjour Natif de Mouguerre, habitant à côté du Centre Européen de Frêt à Lahonce je suis contre ce projet. Cet débile le risque d'inondation est d'année en année de plus en plus grand. Nous étions là avant le fret et depuis l'agrandissement il nous pourri la vie. Inondation bruit jour et nuit, déchets partout dans les canaux champs forêts. Monsieur Hirigoyen est un excellent maire mais sur ce sujet il se trompe et pour je ne sais quelle raison, vous allez détruire un des seuls poumons verts à proximité de Bayonne. Je suis dégoûté j'ai 45 ans j'ai vécu que à Mouguerre Urcuit Lahonce. Vous faites une énorme erreur. Cordialement

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes :

Note interne n°1

Le 29/12/2023 à 09:41 par Anonyme

Message : La contribution a été modérée automatiquement par le système car elle contient le(s) propos suivant : debile, debile.

Document : -

Commentaires : -

Contribution n°46 (Web)

Par HUGLA David

Déposée le vendredi 29 décembre 2023 à 10:13

700 avenue de l'Abbaye

64990 LAHONCE

Contribution:

CONTRIBUTION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LAHONCE PPVE – INSTRUCTION DU PERMIS D'AMENAGER N°PA 064 407 23B0002 TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CENTRE EUROPEEN DE FRET

L'ensemble du Conseil Municipal de la commune de Lahonce vous adresse cette contribution pour vous faire part de notre opposition formelle et unanime au scénario n°1 concernant le dévoiement de la RD312, dans le cadre du projet de « construction d'un giratoire de desserte côté Est » des travaux d'aménagement du Centre Européen de Fret. En effet, cette option consistant à créer un giratoire puis une 4ème voie sur ce giratoire nécessite bien sûr une artificialisation des sols conséquente mais également le dévoiement d'un ruisseau de Lahonce, tout cela sur un Espace Naturel Sensible, dit des Barthes de l'Adour. Pour l'unanimité des élus municipaux lahonçais et pour bon nombre de citoyens, il est inacceptable de permettre de telles pratiques qui vont résolument à l'encontre de nos engagements de protection de cette zone à fort enjeu écologique, dont la présence d'espèces rarissimes est clairement avérée. Au vu de ces éléments, il nous paraît indispensable que les études concernant l'implantation de la société ENOVIS (ex-DJO) sur le CEF soient largement approfondies, notamment en termes d'accessibilité. De plus, il est particulièrement regrettable que ce scénario ne nous ait jamais été soumis et que nous n'en ayons été informés que par l'intermédiaire de l'association Mouguerre-Cadre de Vie. En tant qu'élus de la commune concernée, cette information aurait dû nous être adressée en tout premier lieu. En outre, les documents afférents à la création de ce giratoire n'ont été communiqués au public qu'à partir du 19 décembre 2023. Aussi, nous demandons expressément à l'autorité décisionnaire que la consultation du public soit prorogée jusqu'au 19 janvier 2024 inclus, à minima. Enfin, cette consultation du public est organisée par la commune de Mouguerre mais force est de constater qu'elle aurait dû également concerner la commune de Lahonce puisque celle-ci semble directement impactée par les travaux. Dans ce cadre, veuillez noter que la commune de Lahonce envisage d'organiser également une consultation du public dès le mois de janvier 2024. En conclusion, sachez que de manière unanime, nous, élus municipaux lahonçais, sommes fermement

opposés au projet d'aménagement de la RD312 et qu'en conséquence, les demandes éventuelles d'autorisations que nous pourrions recevoir ne sauraient être validées par nos soins. Signataires : • David HUGLA : Maire de Lahonce • Martine PÉRÉ, Jérôme HARGUINDEGUY, Sandrine MINNE, Bruno MOCORREA, Francis MERLIN : Adjoints au Maire • Stéphanie BALZER, Sylvie BUCHMANN, Jean-Marie DARRIGOL, Bernard DELMAS, Jean-Marie DEMANGE, Benoît DEYTIEUX, Jessica ETCHEVERRY, Florence GAMALEYA, Jérémie SEGUIN, Christiane SIEBERT, Hélène VEZA : Conseillers municipaux

Documents :

- contribution_46_Web_1.pdf

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°47 (Web)

Par Typhaine Dulhauste
Déposée le vendredi 29 décembre 2023 à 12:37
155 Chemin Artigaux App 121 Bat C
64990 Lahonce

Contribution:
Je suis contre ce projet.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°48 (Web)

Par Association de Défense des Intérêts de Lahonce

Déposée le samedi 30 décembre 2023 à 08:50

258 Chemin Pilas

64990 LAHONCE

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°35, N°38

Contribution:

Les habitants de Lahonce qui souhaitent se joindre à un recours en cas de signature du permis d'aménager tel quel (forte probabilité) sont priés de se faire connaître au : 06 89 72 88 43 ou 05 59 01 47 54

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°49 (Web)

Par Association Mouguerre Cadre de Vie

Déposée le samedi 30 décembre 2023 à 20:48

\$(speechPostalCodeAndCity#49)

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°16, N°17, N°28, N°30, N°32, N°40, N°52, N°54, N°59

Contribution:

La contribution des élus de Lahonce est très appréciable. Leur indignation de ne pas avoir été consultés est à mettre en perspective avec un vote du conseil communautaire de la CAPB qui conforte totalement leur position : en effet, il y a un an, le PLU de Mouguerre a été révisé, et la commissaire enquêtrice avait émis cette recommandation : « Engager une concertation préalable pour l'extension du Centre Européen de Fret, une fois que toutes les études d'impact environnementale, hydrauliques, faune-flore, pédologique, trafic, paysagère seront finalisées, que la MRAe aura donné son avis et ainsi les porter à la connaissance du public pour débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet. » Ce que le vote de la CAPB avait entériné ainsi : « Cela ne relève pas du PLU mais la Communauté d'Agglomération, ainsi que la Commune, prennent en compte cette remarque. ». La participation qui se déroule n'a pas grand chose à voir avec une concertation (en plus, elle est viciée par l'ajout tardif de documents importants, nous sommes le samedi 30 décembre et le maire n'a toujours pas annoncé sa prolongation !). La concertation se tient en amont du projet, elle

permet l'organisation de réunions, un débat avec les décideurs, elle se tient en présence de garants de la concertation, elle permet de réellement débattre de l'opportunité du projet, mais aussi de prendre en compte les remarques pour faire évoluer les hypothèses de réalisation. Ce vote de la CAPB non respecté, nous l'avons dénoncé lors de la réunion publique du 11 décembre. Les élus qui sont attachés au respect de la démocratie doivent soutenir la demande légitime de retravailler le dossier à la base avec les citoyens et les élus, et de le remettre en cause le cas échéant, comme ce que permet une concertation.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°50 (Web)

Par Marneffe Thierry

Déposée le dimanche 31 décembre 2023 à 17:22

659 Chemin d'Arroca, 64990 Lahonce, France

64990 Lahonce

Contribution:

Thierry Marneffe, habitant de Lahonce, animateur du comité consultatif local de Lahonce, animateur de l'Atlas de la Biodiversité Communale de Lahonce, membre du collectif Bas Adour Mobilité, membre du groupe de travail PCAET du pôle Nive Adour, membre du CDPB. Le projet d'artificialisation irréversible de 12 ha de zones humides a de nombreux impacts et risques sur le territoire et le cadre de vie des habitants de Mouguerre et de Lahonce : impacts sur la biodiversité (dans un contexte global d'effondrement de la biodiversité), aggravation du risque inondation (+10 cm dans les barthes de Lahonce, dans un contexte d'aggravation des phénomènes climatiques), augmentation des impacts des canicules (43°C en juin 2022, alors que les zones humides sont des amortisseurs des phénomènes caniculaires, et donc un contexte d'accélération du changement climatique), aggravation des conditions de circulation (qui sont déjà très mauvaises, ...), ... Tous les experts (y compris ceux consultés par la CAPB) considèrent que les phénomènes climatiques (inondations, canicules) seront plus violents dans le futur, que les zones humides sont des enjeux essentiels face aux enjeux climat et biodiversité. Pourtant ce projet va à l'encontre des engagements internationaux et nationaux (loi ZAN, préservation de la biodiversité, préservation des zones humides, ...), des engagements locaux (ENS de Lahonce, Atlas de la Biodiversité Communale de Lahonce, ...). Le thème de la semaine du plan climat de la CAPB en 2023 était la préservation de l'eau et des zones humides ! Deux projets justifient, pour la mairie de Mouguerre et la SEPA, l'extension du CEF : le développement du pôle ferroviaire et la réimplantation de l'entreprise DJO. Le développement du pôle ferroviaire peut trouver sa justification

dans un contexte de volonté de réduction du fret routier, mais l'arrivée du nouvel opérateur Brittany Ferries repose sur des hypothèses tout à fait contestables : le projet ne réduirait pas le nombre de camions, il en ajouterait, par transfert de trafic maritime actuel (a priori plus vertueux) vers un trafic mer/rail/route, avec en plus création d'infrastructures irréversibles. En revanche, rien ne justifie l'implantation de l'entreprise DJO, sans lien avec l'activité ferroviaire, sur 3,3 ha de zones humides, alors que d'autres solutions pourraient être envisagées pour l'entreprise. Par ailleurs, si DJO est implantée, si la décision de LGV est prise, les élus locaux ne pourront pas empêcher la construction d'une voie sur les ENS de Lahonce, voie qui serait dans ce cas considérée d'utilité publique. La seule façon d'empêcher la voie dans les ENS est d'empêcher l'installation de DJO. L'imperméabilisation des zones humides des barthes sera irréversible alors que les projets qui le justifient ont une durée de vie incertaine : DJO, comme toute entreprise (notamment américaine) est sujette aux aléas économiques et stratégiques ; Brittany Ferries indique que le pôle de Mouguerre n'est que temporaire, avant le raccordement direct à l'Espagne. Malgré ces risques et ces impacts sur l'environnement, sur le cadre de vie des riverains et les conditions de circulation, les habitants n'ont disposé jusqu'à maintenant, que de très peu d'information. Il a fallu attendre le 1er décembre (ouverture par la mairie de Mouguerre d'une participation du public par voie électronique) pour obtenir un ensemble de documents (près de 1600 pages). Il a fallu attendre le 11 décembre (organisation par l'association Mouguerre Cadre de Vie, et non par la mairie de Mouguerre, d'une réunion publique, 150 participants) pour disposer d'une présentation synthétique et éclairante sur le projet. Enfin, la mairie de Mouguerre n'a mis à disposition que le 19 décembre 2 documents très importants montrant les impacts de ce projet d'aménagement sur la commune de Lahonce : impacts sur les ENS de Lahonce (pourtant protégés par les engagements pris antérieurement par les élus) ou bien graves conséquences sur les conditions de circulation pendant les travaux (potentiellement 9,5 mois) et au-delà (impossibilité d'utiliser la RD312 pour les habitants en provenance de la route des barthes vers Bayonne). Les élus de Lahonce eux-mêmes ont découvert le détail du projet et ses impacts sur la commune de Lahonce en décembre 2023 ! Comment expliquer ce manque d'information ? La clôture de la participation du public le 2 janvier ne permet pas aux habitants et aux élus de disposer d'une compréhension suffisante du dossier (dont les derniers éléments ont été communiqués le 19 décembre) et d'apporter leur contribution dans le registre ouvert à cet effet. Compte tenu des éléments précédents, mes demandes sont les suivantes : • Report de la date de clôture de la participation du public au 23 janvier 2024 pour permettre aux habitants de s'informer, de se forger une opinion, d'exprimer leurs commentaires sur le registre de la participation • Rejet du projet d'aménagement et de l'installation de DJO dans les barthes pour réduire le risque inondation, pour préserver les zones humides, la biodiversité, les espèces protégées, pour réduire la dégradation de la circulation routière • Transparence sur le projet Brittany Ferries : pourquoi un parcours avec ruptures de charges eau/rail/route est-il plus intéressant que le parcours actuel par voies maritimes ? quels sont les bénéfices environnementaux et sociétaux ? quels sont les bénéfices économiques ? quelle durée de vie du projet ? • Mise en œuvre d'une étude d'impacts à jour et complète (inondation, biodiversité, circulation, canicule, ...) ainsi que des bénéfices sociétaux de l'extension du CEF (en cohérence avec les demandes de la MRAE) • Partage de l'étude d'impact et mise en œuvre d'une véritable concertation préalable sur le projet d'extension du CEF (en cohérence avec les recommandations du commissaire enquêteur sur la révision du PLU de Mouguerre, validées par la CAPB) • Présentation d'une vision globale à terme intégrant le CEF, le projet de LGV, le « grand échangeur », les divers projets d'aménagement, les solutions de mobilité du quotidien, ... et mise en œuvre d'une véritable concertation préalable • Prise en compte des remarques du CNPN et information du Préfet pour qu'il puisse réviser ses décisions sur des bases complètes, y compris l'étude d'impact mise à jour • Mise en œuvre de solutions de mobilité du quotidien respectueuses de l'environnement (bus, train, vélo, autopartage) pour les habitants de l'axe Adour

Documents :

- [contribution_50_Web_1.pdf](#)

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°51 (Web)

Par Hugla Séverine

Déposée le dimanche 31 décembre 2023 à 20:55

511 CHEMIN SAUBADRET

64990 LAHONCE

Contribution:

Je ne ferai aucun commentaire sur la première consultation communiquée tardivement par les services de l'Agglo en septembre dernier. Toutefois, j'ai une question : comment pouvez vous consulter aujourd'hui alors que cette étape marque comme un aveu de non transparence ? J'ai bien retenu les propos de Mr Hirigoyen lors de sa venue au CADE : tout est fait pour l'emploi et les impôts pour la commune. Aucun propos sur la préservation des zones naturelles, aucun propos sur l'environnement, aucun propos sur le cadre de vie, la santé des habitants... Et encore moins sur les habitants des autres communes qui pourraient être impactés par des actes irresponsables. Le souhait exprimé par les élus présents de terminer un projet des années 80, permet de comprendre le décalage entre les préoccupations des habitants de 2024 et les élus mode années 80. Aucune prise en compte de leurs parts des infos en tout genre sur le changement climatique, la montée des eaux... Le GIEC n'existe pas ? J'ai une question concernant l'imperméabilisation de qq hectares pour "DJO" : aucun projet de ferroutage dans leurs activités : qui sont donc les dirigeants de cette entreprise, qui sont leurs amis dans les élus pour un tel cadeau, sans compter le rond point spécifique, les aménagements uniques pour l'entreprise ? Cette question rejoint le premier point de cette contribution. Par ailleurs, que proposez vous, Monsieur Hirigoyen, en qualité d' élu à l'Agglo comme transports en commun collectif à tous les habitants des autres communes qui seront impactés par les travaux puis par un nombre incalculable de camions à leur descente des trains puisque autant de travaux avec des fonds publics doit avoir une activité économique rentable et sûre, sur des infrastructures routières frôlant la médiocrité et l'insuffisance ? Qui a déjà emprunté les routes départementales ou autoroutières le matin depuis l'est bayonnais sans que cela l'interroge au regard des bouchons déjà existants et l'interroge sur des transports collectifs adaptés (j'écris "adaptés" parce que les horaires de bus aujourd'hui pour les lycéens lahonçais par exemple sont les mêmes qu'il y a une quarantaine d'années)... Il y a des temps qui montrent qu'il faut sortir des lignes, sortir des lignes de l'entre soi, écouter des experts du climat, être au service des électeurs, des habitants d'un territoire. Merci de respecter la démocratie.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°52 (Web)

Par Anonyme

Déposée le lundi 01 janvier 2024 à 16:23

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°16, N°17, N°28, N°30, N°32, N°40, N°49, N°54, N°59

Contribution:

La mairie de Mouguerre a délibéré le 30 novembre pour dire que le chemin de Karrakar (qui amène à la ferme qui doit être démolie par la SEPA) n'avait plus d'utilité et a décidé de le vendre à la SEPA !!! La consultation du public n'avait même pas commencé !!! Ca en dit long sur la valeur de la consultation du public aux yeux des élus de Mouguerre. Quelle honte !!!

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°53 (Web)

Par Zamponi Maialen

Déposée le lundi 01 janvier 2024 à 16:49

361 route d'Urcuit

64990 LAHONCE

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°31

Contribution:

Je suis contre ce projet car il n'est en rien un projet environnemental comme on veut nous le faire croire . Ce n'est pas moins, mais plus de camions qui vont transiter par la zone de Fret. Plus de bitumes, plus de bétons, une nouvelle route, l'artificialisation de 12 hectares de barthes et de zones humides, vont avoir des conséquences lourdes sur la biodiversité (58 espèces protégées y sont recensées) et sur notre cadre de vie. Aujourd'hui, face à l'urgence climatique nous avons besoin de ces espaces pour faire face aux incidents climatiques extrêmes : fortes chaleur , feux de forêts, pluies torrentielles, les barthes sont des zones de rétention d'eau, il suffit de voir comment elles sont inondées à chaque fortes pluies. Pour continuer à vivre ici, nous avons besoin de cette biodiversité et de cet environnement, préservons les avant qu'il ne soit trop tard . Ce projet nous fait foncer dans le mur encore plus rapidement. Nos enfants ont besoin d'un monde viable. Arrêtons la courses au profit ! Changeons le système pas le climat . Laissons un territoire viable aux générations futures .

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°54 (Web)

Par Martine Bouchet

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 09:02

`#{speechPostalCodeAndCity#54}`

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°16, N°17, N°28, N°30, N°32, N°40, N°49, N°52, N°59

Contribution:

L'arrêté préfectoral 2023-11-07-00009 "AP CEF Mouguerre" autorisant la destruction des espèces protégées et de ses habitats précise dans son article 1er que l'autorisation est donnée : "dans le cadre de travaux d'aménagement de parcelles du centre européen de fret (CEF) sur les communes de Mouguerre et de Lahonce". Cet article ne nomme donc les parcelles précisément, il parle "de" parcelles. Par contre, ce même arrêté précise : " considérant que l'aménagement de la zone par la SEPA est prévu dans l'optique d'accueillir des projets ferroviaires". Le préfet a donc strictement limité son autorisation de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces protégées aux parcelles concernées par des projets ferroviaires. L'aménagement des 3,3 hectares, du rond-pont et de l'accès à Enovis-DJO n'est donc pas autorisé par cet arrêté préfectoral. Le Maire ne peut donc pas l'accepter sous couvert de cet arrêté et la SEPA ne peut pas faire cet aménagement. Je me permets de rappeler que : "Le fait, en violation des interdictions prévues par les dispositions de l'article L. 411-1 et par les règlements pris en

application de l'article L. 411-2, de porter atteinte à la conservation d'espèces animales non domestiques ou d'espèces végétales non cultivées, constitue une infraction passible de 3 ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende (article L. 415-3 CE – sanctions pénales)." Quelle personne portera cette responsabilité d'aménager l'espace dévolu à DJO ? Le Maire ou un responsable de la SEPA ?

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°55 (Web)

Par Stéphanie

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 09:50

11 allée hastoy

64990 LAHONCE

Contribution:

Faites votre CHOIX : Emplois et développement économique VERSUS préservation de la santé, du cadre de vie, de la biodiversité Ces 2 dernières années, nous avons battu tous les records. 2022 et 2023 ont été les années les plus chaudes jamais enregistrées, record aussi pour les températures des océans, avec des sécheresses et des feux de forêt sans précédent, les inondations historiques etc.. Sans oublier la fonte des glaciers des pôles qui devient irréversible. Tous les rapports du GIEC successifs l'affirment : pour limiter l'impact du changement climatique, il faut cesser toute artificialisation dans les zones sensibles comme les zones humides qui ont un intérêt majeur pour l'équilibre des écosystèmes, de la biodiversité et du climat (atténuation des inondations, des sécheresses, captage +++ des gaz à effet de serre...) Selon le rapport de 2021, la limite de 1,5°C de réchauffement fixé par l'accord de Paris pourrait être atteinte d'ici 2025, c'est-à-dire demain. La marge de manœuvre est désormais limitée, seulement quelques années pour atténuer l'impact sur nos vies et celle de nos enfants. Pourtant, les décisions publiques qui devraient prendre en compte ces FAITS, et être orientées par l'intérêt général, continuent d'être prises au nom d'intérêts privés, pour le développement économique de sociétés privées (ici DJO). C'est encore et toujours l'argument du « développement économique » qui est avancé pour justifier la mise en œuvre d'un tel projet, pourtant irréversible, et qui aura un impact majeur (largement développé dans les nombreuses contributions) sur les habitants de Mouguerre et de Lahonce. (Et évidemment, c'est ce même « développement économique » sans limites, qui participe au réchauffement climatique, qui épuise les ressources, que les camions soient sur des trains ou sur les routes...) Habitants, riverains des Barthes, visiblement vous ne faites pas le poids face à ces quelques emplois si précieux qu'on nous promet (combien d'emplois

crées exactement ? de quels types, CDI, CDD, intérim, temps plein, temps partiel ? sur combien de temps ?) Et parce que le projet a été initié il y a 30 ans, apparemment il n'est pas question de revenir en arrière et de le remettre en question ! Je fais le vœu pour cette année 2024, que les élus du territoire prennent enfin les décisions justes, pour les citoyens, étudient sérieusement les alternatives, montrent courageusement l'exemple, de façon démocratique et en toute transparence. En attendant, en tant que membre du Conseil Municipal de Lahonce, je vous demande de bien vouloir reporter la clôture de la participation du public au 23 janvier, pour laisser plus le temps aux habitants de se prononcer. C'est un minimum compte tenu de la mise à disposition tardive des derniers éléments. Ce qui permettra aussi à notre équipe municipale de pouvoir approfondir le sujet afin d'organiser une consultation à Lahonce.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°56 (Web)

Par Anonyme

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 12:13

Contribution:
stop à l'artificialisation des sols!

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°57 (Web)

Par Julien

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 12:49

16 rue du yeme

64600 Anglet

Contribution:

Merci de ne plus détruire la biodiversité et les espaces naturels dans une course à l'argent qui engendre une Artificialisation des sols dans une zone où circule l'eau.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°58 (Web)

Par Moreau Rémy

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 14:34

28 Avenue des Arboussiers

64600 Anglet

Contribution:

Le changement d'usage des sols est un des grands vecteurs de l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère qui est à l'origine du changement climatique actuel dont les conséquences tant au niveau mondial que local se font ressentir pour les populations. L'aménagement du territoire donc être réfléchi en incorporant la nécessaire atténuation et adaptation. Dans cette optique, la préservation des zones humides, en raison des nombreux services écosystémiques qu'elles procurent, doit donc être une priorité. Elle est reconnue comme telle par l'Agence Adour-Garonne dans son SDAGE 2022-2027. Ce projet d'artificialisation doit donc être évité avant de préserver notre environnement pour le bien des générations présentes et futures.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°59 (Web)

Par Association Mouguerre Cadre de Vie

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 15:55

`#{speechPostalCodeAndCity#59}`

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°5, N°16, N°17, N°28, N°30, N°32, N°40, N°49, N°52, N°54

Contribution:

Remise de la pétition : 457 signatures à ce jour Le Maire de Mouguerre n'a pas voulu recevoir notre association pour qu'on lui remette en main propre la pétition initiée par le CADE et Mouguerre Cadre de Vie lui demandant de ne pas signer le permis d'aménager. Nous le regrettons. La pétition recueille à ce jour 457 signatures, ce qui montre la forte opposition à ce projet (plus de 90% de signatures de personnes habitant Mouguerre, Lahonce ou le territoire). Elle restera accessible sur le site :

<https://www.cade-environnement.org/> Le maire n'a par ailleurs pas répondu aux demandes des associations, des citoyens et des élus de Lahonce de prolonger la période de participation du public, après la mise en ligne tardive (le 19 décembre) de documents importants. Nous le regrettons aussi. La fin de cette participation du public n'est pas la fin de la période de mobilisation si le permis devait être accordé. Notre association va continuer à informer les habitants et à s'opposer à ce projet. Texte de la pétition : Les barthes sont des zones humides qui jouent un rôle majeur pour préserver la ressource en eau, lutter contre les canicules, maintenir la biodiversité mais aussi pour prévenir des inondations les quartiers environnants. Leur destruction est interdite pour des projets qui peuvent se dérouler ailleurs ou autrement. C'est l'esprit de la loi et de la séquence « Éviter, réduire, compenser » qui impose d'éviter en tout premier lieu. C'est aussi pour cela que le CNPN (Conseil National de Protection de la Nature) a émis un avis défavorable au projet. Le permis d'aménager demandé par la SEPA sur le CEF (Centre Européen de Fret) pour remblayer 12 ha de barthes ne doit pas être accordé par le Maire de Mouguerre : - L'activité de l'entreprise DJO (Enovis) n'est pas liée au fret ferroviaire et on peut éviter de détruire les 3,3ha qui lui sont dévolus. D'autres implantations sont possibles : les friches industrielles du site des Salines tout proche du CEF, ou des emplacements déjà aménagés à Saint-Martin-de-Seignanx par exemple. Rien ne justifie qu'on l'installe sur les barthes. - Le remblaiement pour les aménagements ferroviaires est prématuré. Brittany ferries (nouvel opérateur ferroviaire) peut commencer son activité dans l'espace déjà remblayé du CEF sans toucher aux barthes. Les autres opérateurs présents sur le CEF n'ont pas prévu leur éventuelle extension avant 2025. Le projet de Brittany ferries étant de transporter des camions d'Irlande en Espagne (camions actuellement sur des bateaux entre ces deux pays), il serait par ailleurs plus judicieux que ses trains (en provenance du port de Cherbourg) roulent jusqu'en Espagne pour éviter un surplus de camions sur l'A63 entre Mouguerre et la frontière. - Le cadre de vie des riverains doit être préservé, et l'interdiction d'accès au CEF par la route de Briscous maintenue, comme c'était le cas jusqu'en 2022 avant la révision du PLU de

Mouguerre. Le nouvel accès prévu (qui s'éloigne du noeud autoroutier) va aggraver les conditions de circulation déjà très difficiles sur ce secteur pour les habitants de Lahonce, Briscous, Mouguerre et au-delà. Les investissements publics doivent se tourner pour améliorer les transports du quotidien. - Le remblaiement des barthes va aggraver les risques d'inondation des quartiers environnants sur Lahonce et Mouguerre, d'autant plus avec le changement climatique et la multiplication des événements extrêmes. - Les impacts de cet aménagement débordant largement du CEF et affectant les habitants de Mouguerre et des communes voisines, ce permis d'aménager aurait dû faire l'objet d'une vaste concertation avec l'ensemble des habitants, des associations, des élus des communes voisines, du SCoT.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°60 (Web)

Par BOLLET Jean Pierre

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 17:21

89 allée du grainetier

64990 MOUGUERRE

Contribution(s) web provenant de la même adresse IP : N°25

Contribution:

Le manque de transparence, l'absence de communication sur ce projet de la part de la mairie de MOUGUERRE ainsi que le morcellement et le nombre de procédures initiées pour ce projet d'extension du CEF avec des initiateurs différents (CAPB, Préfecture, Etat et Mairie) semble marquer la volonté de passer en force sans prendre en considération les intérêts du public et notamment des riverains qu'ils soient de MOUGUERRE ou de LAHONCE. Il aurait été préférable de procéder à une enquête publique globalisant l'intégralité des différentes procédures avec une enquête publique digne de ce nom.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°61 (Web)

Par BEUROIS MARC

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 18:21

2125 avenue des platanes

64990 MOUGUERRE

Contribution:

Deux maires partagent le projet d'agrandissement du CEF en soutenant celui ci par des subventions . On pourrait s'attendre à la diffusion d' informations auprès des habitants des communes proches impactées par les conséquences qui en découleront et cela de façons irrémédiables. Que nenni, nos élus on fait le choix du silence et de l'opacité . Un projet qui repose sur des études d'un autre temps, bien loin des engagements internationaux et nationaux de la loi ZAN. Conséquences certaines. Destruction d'une zone humide, de sa faune et de sa flore (même si celle ci à déjà été bien entamée). Destruction d'un bassin naturel de rétention . Augmentation de la circulation routière sur un réseau déjà saturé. Augmentation de la pollution de l'air ,de l'eau, et bien sur du bruit (avec une circulation de poids lourds appelés à rouler de nuit). Ne pas mettre en place des débats publics auprès de la population et se contenter d'organiser une contribution durant les festivités, sans trop l'ébruiter, révèle bien une volonté d'opacité entretenue par nos élus. Tenter de faire croire que Brittany Ferries est prêt à investir quelques millions pour 1 train par jour et 3 d'ici 2029 c'est désolant. Ne pas tenir compte de l'évolution apportée au fret du coté sud des Pyrénées comme ne pas se soucier des investissement en cours cotés Pays Basque espagnol pour le fret relèverait d'une certaine inconscience. Et laisser penser que les mesures de compensations pourraient venir remplacer l'existant n'est qu'illusoire . Pourquoi nos élus refusent d'utiliser les surfaces existantes demandant beaucoup moins de fonds publics. Pourquoi ne pas utiliser la plateforme d'Hendaye déjà existante et en capacité de recevoir les conteneurs ce qui aurait pour but de sortir définitivement les poids lourds de la route et non de les remettre sur la route. Là nous protégerions réellement les futures générations. Repoussez le délai de contributions, organisez des débats publics, ayez du courage messieurs les élus.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°62 (Web)

Par Anonyme

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 19:55

Contribution:

Au delà de l'aberration de remblayer une zone humide à l'heure de la disparition drastique de ces milieux naturels aux fonctionnalités écologiques essentielles aux portes de Bayonne et à l'heure du réchauffement climatique et de l'érosion de la biodiversité, je souhaite souligner plusieurs autres incohérences du projet : - les parcelles ciblées font partie des réservoirs de biodiversité "zones humides" identifiés dans la Trame Verte et Bleue à l'échelle régionale (cf. carte jointe). Sans compter que l'urbanisation va également mettre à mal la Trame Noire. - les barthes concernées accueillent une des dernières métapopulation de Cuivré des marais en Pays Basque (cf. carte jointe). Les autres noyaux de population sont de petite taille et isolés les uns des autres. Pourtant, ce papillon de zone humide bénéficie du Plan National d'Actions pour les papillons de jour. Cette espèce est également identifiée comme pouvant être utilisée pour favoriser la mise en place de zones de protection des espèces et des espaces (priorité 1 du PNA)... - les barthes qui vont être remblayées et le réseau hydrographique associé sont des habitats de prédilection pour le Vison d'Europe, espèce protégée en danger critique d'extinction en France. Pourtant cette espèce bénéficie d'un Plan National d'Actions dont l'action 4.1 préconise de lutter contre la disparition des habitats favorables au Vison d'Europe. De plus, la circulation augmentée sur la RD 312 va engendrer des risques de collisions routières supplémentaires, une des principales causes de destruction accidentelle de cette espèce. - les objectifs de compensation des zones humides sont très difficiles à atteindre car il faut retrouver des zones humides ayant les mêmes fonctionnalités écologiques que celles qui seront détruites. Les parcelles éligibles à cette compensation sont donc très rares. Il est plus que temps de réduire les incohérences nationales par une réflexion vertueuse des projets à l'échelle locale.

Documents :

- contribution_62_Web_1.png
- contribution_62_Web_2.png

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°63 (Web)

Par Collectif Vue d'Ensemble 64

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 20:57

Contribution:

Bonjour, Le collectif Vue d'Ensemble 64 partage les analyses du CADE et de l'association Mouguerre Cadre de Vie. Le projet d'extension du CEF s'inscrit dans une dynamique générale au Pays Basque d'artificialisation forte des sols, d'absence de considération de la légitimité citoyenne dans ces projets, d'absence de capacité de remise en question des projets obsolètes, d'absence d'innovation au service de la résilience du territoire (innovation au sens non techno-solutionniste du terme). En bref, une réelle difficulté à oser penser le développement du territoire autrement que par la destruction de sa nature et des conditions de vie de ses habitants. Tout d'abord, en matière de participation démocratique, nous sommes en présence d'un cas d'école. Où les citoyens sont "consultés" sans que leur avis cherche réellement à être collecté par les porteurs du projet. Où la population n'aurait pas eu vent du projet si une association n'avait pas lancé l'alerte et organisé une réunion d'information. Où les citoyens se démènent face à des projets obsolètes, pour obtenir les documents nécessaires, et tenter d'être entendus. Où une procédure en ligne en plein pendant les vacances de Noël va statuer l'avenir des derniers 12 ha naturels de la zone. Où un projet vieux de 30 ans, accompagné d'un millier de pages, est donné aux citoyens sans autre forme de pédagogie. Un projet où tout est fait pour que le citoyen pense ne pas avoir droit au chapitre. Concernant l'artificialisation des sols et la destruction de ces zones humides : nous partageons les arguments développés dans les précédentes contributions. En plus d'augmenter significativement les risques d'inondation, nous sommes en présence d'une zone naturelle extrêmement riche avec espèces protégées. Véritable patrimoine naturel et culturel. La MRAe pointe bien du doigt d'ailleurs cet impact dans son avis. Par ailleurs, d'après l'observation de la consommation des espaces NAF du Cerema et de l'Etat, les villes de Lahonce et Mouguerre ont respectivement consommé 27 ha et 33 ha entre 2013 et 2019, ce qui place ces deux villes en zone rouge maximale d'après le portail d'artificialisation des sols... et classe ces villes parmi les plus artificialisantes de France. Combien d'outils de diagnostics, de rapports sur la nécessité de préserver les terres faudra-t-il pour que des projets comme celui-ci ne voient plus le jour ? Le projet du CEF est résolument obsolète en artificialisant ces 12 ha de barthes. Une artificialisation d'autant plus inutile et tentaculaire quand on se rappelle que le CEF a déjà artificialisé au moins 100 ha de zones humides depuis sa création ! L'abondance foncière est un mythe d'il y a 30 ans. Par ailleurs, comme souligné dans plusieurs contributions, le béton appelle le béton. Une extension de 12 ha entraîne la création de voiries, de ronds-points, de zones de stockage, de parkings. Et crée les conditions d'implantation de nouvelles zones commerciales supplémentaires. Nous sommes également face à un cas classique où la création d'emploi sert d'argument pour justifier la destruction de la nature. C'est oublier qu'on sait très bien créer de l'emploi avec la nature, et non pas aux dépens de cette nature. Qu'on le veuille ou non, chaque être vivant a besoin des sols pour vivre (habiter, manger, respirer, boire). Et une nature en bonne santé crée au contraire des emplois bien plus pérennes et de qualité. Plutôt que de se demander comment artificialiser ces sols, nous proposons que les communes concernées protègent définitivement cette zone et développent un véritable modèle économique innovant basé sur une cohabitation avec ces espaces naturels et non plus leur destruction. Comme développé dans de nombreuses contributions ci-dessous, le projet est également obsolète dans le sens où il crée les conditions directes d'une augmentation des flux logistiques, en ouvrant une voie supplémentaire pour ces flux. Les études le documentent : élargir les routes, augmenter le nombre de voie, entraîne un effet rebond avec une augmentation du trafic. D'ailleurs, comme le souligne la MRAe, rien n'est vraiment détaillé sur une potentielle garantie que ce projet entraîne réellement un report modal. L'autoroute va continuer d'exister. On continuera d'y mettre autant de camions, voire plus. Plutôt que chercher à augmenter les flux de logistiques (et de les décarboner), notre société a besoin de moins consommer de ressources limitées. Plutôt que de les augmenter ou les maintenir, le CEF devrait au contraire s'engager à réduire les flux logistiques. Notons également que ces flux logistiques s'inscrivent dans

une logique de logistique européenne, bien loin d'une circulation de produits et ressources locales. Enfin, on parle là de millions d'euros qui viendraient financer l'aménagement d'une large zone avec voiries, ronds-points, artificialisation de patrimoine naturel et culturel. A l'heure du changement climatique, nous demandons que ces millions soient investis dans des projets de résilience du territoire et des communes concernées. Et que les citoyens soient associés dès le début, pour qu'ils puissent décider réellement de l'avenir de leur territoire et n'aient plus à subir des projets dictés par des intérêts privés, politiques et/ou économiques. Nous rappelons qu'en ce moment même, d'autres projets artificialisants sont portés par la CAPB et les villes du Pays Basque, encore une fois au nom d'un "développement économique" du territoire. Parmi eux : - l'artificialisation de 12ha de forêt naturelle à Anglet pour un centre dédié à la construction "durable" - l'artificialisation de 2 ha de forêt EBC du Pignada pour l'extension d'un cimetière - l'artificialisation de 6 ha de terres anciennement agricoles dans le quartier du Séqué à Bayonne - l'artificialisation de 2-3 ha de terres naturelles pour l'extension d'espaces de santé à Bayonne - l'artificialisation de 2 ha de terres naturelles agricoles pour une station d'épuration à Saint-Jean-du-Luz En prenant cette vue d'ensemble des enquêtes publiques des 3 derniers mois, on voit clairement que les projets sur la côte basque sont pensés de façon isolée, fragmentée, décousue, et ne servent aucunement un véritable projet de territoire pour les générations actuelles et futures.

Documents :

- contribution_63_Web_1.png
- contribution_63_Web_2.png

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°64 (Web)

Par Thibault PATHIAS

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 21:03

35 avenue Capitaine Resplandy

64100 Bayonne

Contribution:

Je regrette fortement que de tels projets voient encore le jour en 2024. Le projet est sur une zone humide sensible qui accueille actuellement de grosses quantités d'eau pluviales évitant des inondations sur Lahonce et Mouguerre Port. Un projet qui n'a aucune logique à cet emplacement loin de la frontière et avec des routes étroites et déjà saturées. Un tel projet devrait voir de jour à Hendaye par exemple, proche de l'Espagne et de ses camions et surtout sur une zone déjà industrialisée qui est

une friche aujourd'hui. Nos élus ont une responsabilité pour l'avenir et pas simplement pour quelques deniers sur le court terme

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée à : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°65 (Web)

Par Patricia Behoteguy

Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 21:14

Chemin de Landaboure

64990 Lahonce

Contribution:

C'est un projet basé sur des études de plus de 20 ans et maintenant à l'heure du changement climatique il est plus qu'urgent de préserver ces zones humides. Elles jouent un rôle majeur pour lutter contre les canicules répétitives, maintenir la biodiversité et prévenir des inondations les quartiers environnements. Je déplore aussi le manque de transparence et le manque de communication, notamment sur le déménagement de l'entreprise ENOVIS dans cette zone. Combien d'emplois réels, de quelle nature (intérim, CDD, CDI) ? De plus, il est déjà difficile de circuler dans cette zone (embauche et débauche de ceux qui travaillent sur Bayonne), les camions supplémentaires vers l'Espagne n'arrangeront rien. Je demande donc la suppression du projet d'extension du CEF de Bayonne.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée à : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -

Contribution n°66 (Web)

Par Demange Jean-Marie
Déposée le mardi 02 janvier 2024 à 23:11
96 rue de l'ancienne école
64990 Lahonce

Contribution:

Bonsoir et merci Mr le maire d'avoir pris en compte la demande de l'ensemble des élus de Lahonce de maintenir ouverte cette participation publique. Non, je déconne. C'est dommage et regrettable.

Documents : -

Thématiques : -

Indice : -

Doublon de : -

Liée a : -

Annotation : -

Notes internes : -

Commentaires : -